



La contre-manœuvre fantastique

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 23 août 2011

[ilmanifesto.it](#) 23 août 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)



Notre cœur saigne quand nous pensons qu'un des mérites de ce gouvernement était de n'être jamais allé mettre la main à la poche des militaires : c'est ainsi que le président du Conseil (*italien, NdT*) a annoncé des coupes drastiques dans le budget de la défense. La manœuvre anti-déficit, précise le ministre de l'économie, peut être réalisée en réduisant surtout la dépense militaire, qui a grimpé jusqu'à 25 milliards d'euros annuels, l'équivalent (en argent public) d'une grosse loi des finances. Il faut pour cela un engagement de cohésion nationale, souligne quant à lui le président de la république, qui a immédiatement promulgué le décret-loi. En tant que garant suprême de la Constitution, il avait déjà relevé que l'engagement militaire en Libye et Afghanistan viole le principe fondamental de l'article 11. Le décret-loi établit le retrait de nos forces et bases de la guerre de Libye, qui a déjà coûté à l'Italie plus d'un milliard d'euros, auxquels s'ajoutent divers milliards de dommages collatéraux à notre économie. À la bonne heure, a commenté le secrétaire du plus grand parti d'opposition, opposé à celle qu'il a définie comme une guerre d'empreinte coloniale. Sera aussi retiré le contingent italien en Afghanistan. Et sera ainsi épargné un milliard et demi d'euros annuels, plus d'autres coûts : environ 25 millions pour les militaires déployés pour la mission dans les Emirats arabes unis et au Bahrein, plus 80 millions pour les contrats d'assurance et transport, et pour la réalisation d'infrastructures. L'aéronautique contribuera aux sacrifices imposés par cette manœuvre en renonçant aux 131 chasseurs F-35, dont le coût prévu à 15 milliards d'euros continue à gonfler. La marine contribuera en renonçant à de nouveaux porte-avions du type Cavour (coût un milliard et demi), à d'autres navires d'assaut amphibie du type San Giorgio (un demi milliard pièce) et autres frégates Fremm (350 millions pièce). Ces mesures, relèvent les commissions défense de la Chambre et du Sénat, sont nécessaires aussi parce que ces systèmes d'arme sont conçus non pas pour la défense de la patrie mais pour la projection de puissance. D'autres coupes seront proposées par la commission parlementaire d'enquête qui est en train faire des investigations sur la « coopération au développement sous forme de don » gérée par le ministère des affaires étrangères en fonction des missions militaires. Par exemple, en 2011 on dépense plus de 25 millions pour la stabilisation en Irak et au Yémen, alors que l'Italie est de plus en plus déstabilisée par les coupes dans les dépenses sociales. 36,5 autres millions d'euros sont dépensés en Afghanistan en 2011, en particulier pour le soutien aux petites et moyennes entreprises dans la zone de la frontière avec le Pakistan, alors qu'en Italie les fonds pour soutenir les PMI se raréfient. Ces gaspillages et d'autres encore prendront fin avec le décret-loi qui instaure le retrait d'Afghanistan. Décret-loi qui sera voté aussi par le sénateur Marco Perduca (Pd), qui, par contre, avait auparavant voté pour le refinancement de la mission. Il retirera en conséquence sa proposition, faite le 26 juillet, de « transformer l'opium produit en Afghanistan en médicaments analgésiques, à utiliser pour faire face à l'urgence

humanitaire en Somalie ».

Domage qu'aïlle ainsi se perdre une idée géniale pour anesthésier l'opinion publique opposée à la guerre.

Edition de mardi 23 août 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110823/manip2pg/14/manip2pz/308753/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est géographe et collaborateur au quotidien italien il manifesto.

Apostille de la traductrice pour la version française (avec l'accord de l'auteur)

Les positions politiques décrites dans cet article satyrique sont exactement à l'opposé de la réalité. Par exemple, le président du Conseil, Berlusconi, qui annonce ici les coupes dans le budget militaire a annoncé en réalité des coupes dans les dépenses sociales, en se déclarant navré car son gouvernement n'était "jamais allé mettre la main à la poche des Italiens". Le président de la république Napolitano, lui, a en réalité été le principal artisan de la participation italienne à la guerre en Libye. Le secrétaire du plus gros parti d'opposition (Partito democratico), Bersani, s'était bien écrié "à la bonne heure !" : mais au moment où l'Italie est entrée en guerre contre la Libye, en définissant cette intervention comme une opération humanitaire et de défense du droit international.

Les chiffres de la dépense militaire sont par contre absolument réels.

Pour la France, selon la ministre du Budget, Valérie Pécresse, dans un entretien au Journal du Dimanche du 9 juillet 2011 : « L'intervention militaire de la France en Libye a coûté jusqu'ici 160 millions d'euros. « Comparez ce chiffre au budget de la Défense, qui est de 40 milliards d'euros. Nous pouvons l'absorber », a-t-elle ajouté.

Fin juin, lors du salon aéronautique du Bourget, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, avait évalué à 100 millions le coût des trois premiers mois de cette opération, lancée le 19 mars et qui mobilise l'aviation française au rythme d'environ 200 sorties par semaine en moyenne.

Le 21 juin, Gérard Longuet avait précisé que tout dépassement du budget prévu par son ministère serait pris en charge par le gouvernement et pas seulement par son ministère.

L'Otan, qui supervise les opérations, les a prolongées jusqu'au 27 septembre ».

(<http://www.franceinter.fr/depeche-l-engagement-francais-en-libye-a-deja-coute-160-millions-d-euros>)

Selon le quotidien La Tribune (en partenariat avec BFM Business) (version papier des 13-14 juillet 2011), « A 1 million d'euros par jour (le prix d'un missile Scalp tiré d'un Rafale est de 500.000 euros et l'heure d'avion de 10.000 euros), le conflit, s'il s'enlise, risque de coûter largement plus de 200 millions en fin d'année, alors que 630 millions seulement ont été initialement budgétés pour l'ensemble des Opex (opérations extérieures, NdT) 2011 : Afghanistan, Côte d'Ivoire, Tchad, Liban... Ce montant devrait dépasser 1 milliard d'euros en

fin d'année. Le budget de l'Etat devrait venir à la rescousse de celui de la défense pour prendre en charge les surcoûts »

Une « règle d'or » comme dit l'autre.

Concernant les Opex : d'après La Tribune encore, nous avons en 2010 : 4.545 soldats en Afghanistan, 4.000 en Libye (il s'agit plus probablement du chiffre pour 2011 ?), 1.515 au Liban, 1.262 au Tchad, 1.166 en Côte d'Ivoire, 813 au Kosovo, 430 en Océan Indien, et 96 en Haïti (où la mission humanitaire n'avait rien d'urgent...) ; la solde brute d'un capitaine français ayant passé six mois en opérations extérieures (avec ajustement en conséquence de sa retraite) est de 33.246 euros.

Selon le site 24 heures de lundi 7 juillet 2011: « Actuellement 27.000 militaires français sont déployés hors des frontières nationales ».

(<http://www.24heures.ch/afghanistan-diplomatie-armee-sarkozy-atteint-limites-2011-07-12>). Il est évidemment difficile de trouver sur les sites des ministères concernés (affaires étrangères, « défense » ?) des chiffres concernant les « forces spéciales »

(<http://www.silviacattori.net/article1829.html>) déployées sur le sol Libyen pour l'attaque de Tripoli déclenchée samedi 20 août 2011. Quel est leur nombre et combien cela coûte(ra)-t-il au contribuable français à qui l'administration Sarkozy est en train de préparer un plan de rigueur (contre les dépenses « superflues » : éducation, santé etc.) ?

Même remarque pour l'administration Cameron : les étudiants britanniques, par exemple, qui ont vu tripler cette année les droits d'inscription dans leurs universités, auront peut-être la possibilité de postuler dans les commandos qui font actuellement le sale travail à Tripoli.

Le président N. Sarkozy a confirmé le 14 juillet le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, en rappelant, utilement pour le Parti Socialiste : « L'opération avait été décidée il y a dix ans maintenant, alors que Jacques Chirac était président de la République et Lionel Jospin Premier ministre. En accord avec nos alliés, notamment le président Obama, nous avons décidé de passer la responsabilité de la sécurité de l'Afghanistan aux Afghans progressivement, entre cette année et 2013. C'est ce que nous faisons »,

La US Army a, elle, dépensé 1.300 milliards de dollars en dix ans : Barack Obama a annoncé, le mois dernier, le retrait d'un tiers des troupes étasuniennes d'Afghanistan en déclarant « il est temps de se concentrer sur la construction de notre nation, ici sur notre territoire ».

« Tu l'as dit, bouffi » (cf. J. Prévert : « La crosse en l'air » : citation valable ici pour chacun des deux présidents, « alliés », et tous deux en campagne).

A propos de secrétaires de partis d' « opposition », et en laissant à sa banalité guerrière le Parti Socialiste, on pourra par exemple se reporter, en France, à la déclaration de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche, et candidat du Front de gauche) « dans une interview publiée par Libération, le 21 mars, [où] il affirme que si le Front de Gauche était au pouvoir, il aurait adopté la même démarche que Sarkozy : « Si le Front de gauche gouvernait le pays [...] serions-nous intervenus directement ? Non. Nous serions allés demander à l'ONU un mandat. Exactement ce qui vient de se faire. Je peux appuyer une démarche quand l'intérêt de mon pays coïncide avec celui de la révolution. »

(<http://www.lariposte.com/jean-luc-melenchon-et-la-guerre-en,1585.html>)

Vivent “l’intérêt de notre pays” et “la révolution” -en Libye- vus par J-L Mélenchon.

Cette rubrique a été écrite avant l’agression de l’OTAN à Tripoli, l’apostille a été -à peine- modifiée en fonction des événements de ces jours-ci. (23 août 2011, m-a p.)

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © Manlio Dinucci, ilmanifesto.it, 2011

Articles Par : Manlio Dinucci

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire “L’art de la guerre” au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca